L'ABEILLE.

Journal Officiel de l'Etat et de la Première Municipalité

PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 5 JANVIER 1839

LE MAIRE ET LA SECONDE MUNICIPALITE.

Une chose digne d'notre attention pour toutes quelques dans le siècle où nous vivons nous ne devrions nous étonner de rien ; c'est le fait que l'esprit de parti jette dans le monde. Quiconque en est dominé finit, tôt ou tard, par oublier ce que de ses devoirs, toujours ce sacrifice à l'aveuglement dans lequel il vit ou vers vivre ; on l'entend par là dévier de la ligne droite de vérité que tout homme honnête doit suivre dans ses relations avec la société à laquelle il appartient ou vis-à-vis des individus, pris isolément. Il ne lui faut que s'entraîner à en suivre d'autres sans nombre ; mais dangereux, sans grande qu'ils soient, ne comprennent pas d'une manière évidente que le sort des masses n'est point que ceux qui s'en font accroire et à leur préjudice public continue de fonctionner, quelque mauvaises qu'elles soient, jusqu'à ce qu'elles deviennent plus longtemps tolérables et obtiennent les chances de citoyens, alors le plus qui existera ; l'édifice social ne restera plus que sur des bases d'argile, et la moindre secousse ne peut le manquer d'une ruine certaine.

Ces considérations qui n'ont en apparence qu'un caractère général, ont malheureusement, et nous le disons avec le plus sincère regret, leur application dans, fait que nous avons soumis à notre entendement exposé, hier, et nous soumettons tout au long à nos lecteurs dans le feuille du sujet.

Un grand principe administratif se trouve compris dans cette question : et le solution que le conseil de seconde Municipalité semble lui avoir donné est de nature à mettre en danger les prérogatives de l'état, à confondre tous les pouvoirs municipaux, à renverser un officier subalterne le libre arbitre de ses conditions, placerait le peuple dans une telle position, qu'il n'aura la connaissance de ses propres affaires.

Il l'esprit de parti ne s'était pas fourvoyé pour un officier subalterne le libre arbitre de ses conditions